

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVE ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCATP)

Pouvoir adjudicateur

Voies navigables de France – Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Monsieur le directeur de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage, et la cheffe de l'Unité Opérationnelle de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage.

Conducteur d'opération

Voies navigables de France
Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage
Unité Opérationnelle de Paris / Unité EGT2

Objet de la consultation

Marché de contrôle technique concernant les travaux de rénovation du barrage navigable de Port-Mort dans l'Eure(27).

Marché public de prestations intellectuelles, passé selon une procédure adaptée, conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 à R2123-8 du code de la commande publique

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1 Description du barrage et contexte.....	4
1.2 Planning prévisionnelle et description de l'opération.....	5
1.3 Objet du marché.....	6
1.4 Tranches.....	7
1.5 Représentation du pouvoir adjudicateur.....	7
1.6 Les intervenants.....	7
1.6.1 Conduite d'opération.....	7
1.6.2 Maîtrise d'œuvre.....	7
1.6.3 Contrôles extérieurs.....	8
1.6.4 Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS).....	8
1.6.5 Titulaire du marché travaux.....	8
1.7 Application de la réglementation du travail – Intervenants étrangers.....	8
1.7.1 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.....	8
1.7.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers.....	9
1.8 Assurances.....	9
1.9 Désignation de sous-traitants.....	10
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	10
ARTICLE 3. INTERVENTION DU CONTRÔLE TECHNIQUE.....	11
3.1 Consistance de la mission.....	11
3.2 Les phases d'intervention.....	12
3.3 Durée du marché.....	13
3.4 Achèvement de la mission.....	13
ARTICLE 4. CONDITIONS D'EXÉCUTION DE LA MISSION.....	13
4.1 Conditions générales d'exécution.....	13
4.2 Responsable technique du contrôle.....	13
4.3 Délais d'exécution.....	14
4.4 Phase 1: Prise de connaissance et analyse des pièces techniques du marché de travaux.....	14
4.5 Phase 2 : Avis sur documents d'exécution, notes de calcul et documents méthodes	14
4.5.1 Généralités.....	14
4.5.2 Engagement du prestataire dans le cadre de sa mission.....	15
4.5.3 Organisation des contrôles.....	16
4.6 Phase 3 : Examen sur chantier et avis sur les ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle.....	16
4.7 Phase 4 : Rapport final de contrôle technique avant la réception.....	16
4.8 Phase 5 : Garantie de parfait achèvement.....	17
4.9 Pénalités.....	17
4.9.1 Pénalités pour retard d'exécution.....	17
4.9.2 Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	18
4.9.2.1 Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs. .	18

4.9.2.2 Pénalité relative aux réunions.....	18
4.9.2.3 Pénalité relative au responsable technique de la mission.....	18
ARTICLE 5. RÉMUNÉRATION - MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....	18
5.1 Contenu des prix - Règlement des comptes.....	18
5.1.1 Contenu des prix.....	18
5.1.2 Forme des prix.....	18
5.1.3 Avance.....	19
5.1.4 Modalités générales de règlement des comptes.....	19
5.1.5 Rythme des règlements.....	19
5.2 Variation dans les prix.....	20
5.2.1 Mois d'établissement des prix du marché.....	20
5.2.2 Choix de l'index de référence.....	20
5.2.3 Modalités de révision des prix.....	20
5.3 Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	21
5.4 Paiement direct des sous-traitants.....	21
ARTICLE 6. RÉGIME DE GARANTIE.....	21
ARTICLE 7. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	21
ARTICLE 8. PRESCRIPTIONS D'HYGIENE ET SECURITE.....	22
ARTICLE 9. ARRÊT DES PRESTATIONS.....	22
9.1 Arrêt de l'exécution des prestations.....	22
9.2 Résiliation.....	22
ARTICLE 10. ASSURANCES.....	22
ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	23

ARTICLE 1. OBJET - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Description du barrage et contexte

Anciennement constitué de passe à aiguilles à manœuvre manuelle, le barrage de port Mort a été mécanisé au début des années 60. Les travaux réalisés ont permis l'installation de vannes levantes métalliques pilotées par des treuils à chaînes galles.

En 1999, la passerelle surplombant le barrage a été rehaussée de 560 mm en 1999 afin de limiter l'impact de l'ouvrage lors de fort événement de crue. Une rénovation électrique du barrage a été réalisée en 1999 et le pilotage des vannes est automatisé depuis 2003.

Le barrage est constitué de 6 passes numérotées de 1 à 6 de la rive gauche vers la droite. Les passes n° 2 et 4 sont navigables en cas de crue. La date de construction de l'ouvrage est de 1962. Chaque passe est équipée d'une vanne levante métallique monobloc, celle des passes 1, 2, 5 et 6 est munie d'un clapet déversant articulé en leur sommet.



Figure 1 : Vue d'ensemble du barrage depuis l'aval

Chaque vanne est manœuvrée verticalement par deux treuils à chaîne Galles. Les clapets sont quant à eux manœuvrés par un vérin hydraulique articulé dans un châssis ancré sur la face latérale de chaque pile/culée.

Les piles et culées sont en béton armé et supportent la passerelle métallique de franchissement du barrage. Elles intègrent les chemins de roulement verticaux des vannes et des batardeaux ainsi qu'une cabine abritant les centrales hydrauliques de manœuvre des clapets déversant.

Les motoréducteurs sont ancrés en sommet de piles et de culée et sont accessibles par une échelle de service depuis l'intérieur de chaque cabine.

CCATP : Marché de contrôle technique concernant les travaux de rénovation du barrage navigable de Port-Mort dans l'Eure (27).

Circulation sur la passerelle métallique de l'ouvrage :

- Pour les véhicules équipés de deux essieux ou plus, la masse totale autorisée est de 12 tonnes,
- Pour les véhicules équipés d'un seul essieu, la masse totale autorisée est de 7 tonnes.

La batardage amont s'effectue par le biais de poutres métalliques à galets mises en place à l'aide d'un bardeur manœuvrable sous la passerelle. Chaque élément a une hauteur de 1 450 mm. Le transport des batardeaux s'opère via des treuils à câbles solidaires du bardeur. Une commande locale permet la manœuvre du chariot.

Actuellement, le système de batardage n'est pas opérationnel et nécessite une révision complète des structures et des mécanismes. Aucun système de batardage aval n'est disponible.

1.2 Planning prévisionnelle et description de l'opération

L'opération de rénovation du barrage de Port-Mort (27), fait partie d'un marché qui a été alloté par le maître d'œuvre.

Le contrôleur technique interviendra *a minima* aux étapes suivantes concernant la rénovation du système de batardage et les travaux de génie civil :

- Passation des contrats de travaux (2021-2022) ;
- Préparation des travaux (2022-2023) ;
- Exécution des travaux (2022-2023) ;
- Réceptions des travaux, jusqu'à la garantie de parfaite achèvement.

- **l'opération concernant la rénovation du système de batardage amont et du génie civil est décrite ci-après :**

Le système de batardage est un ensemble d'éléments qui permet le batardage d'une seule passe du barrage navigable à la fois. La durée prévisionnelle de ces travaux est de 20 mois y compris période de préparation. Cet ensemble comprend : un bardeur, des batardeaux, et des verrous.

La rénovation du bardeur comprend :

- Le démontage
- Rénovation de la structure du bardeur (sablage et remise en peinture) et le remplacement à neuf des plateformes de commande et de manœuvre du bardeur
- Remplacement à neuf des organes de manœuvre permettant la translation du bardeur ainsi que le remplacement de la chaîne Galle associée
- Remplacement à neuf des organes de manœuvre de levage des poutres du batardeau avec reconditionnement des tambours, poulies et treuils
- Remplacement à neuf de l'ensemble du réseau d'alimentation électrique du bardeur et du système de contrôle commande
- Remplacement à neuf de l'ensemble du contrôle commande et de la supervision du bardeur
- Le remontage

CCATP : Marché de contrôle technique concernant les travaux de rénovation du barrage navigable de Port-Mort dans l'Eure (27).

La rénovation des batardeaux comprend :

- Le démontage
- Rénovation de la structure des poutres (sablage et remise en peinture)
- Remplacement à neuf des bagues de guidage et des galets
- Remplacement des étanchéités
- Le remontage

La rénovation des verrous comprend :

- Le démontage
- Rénovation de la structure des poutres (sablage et remise en peinture)
- Remplacement de tous les axes et bagues de guidage
- Le remontage,
- Fourniture de verrous complémentaires

En parallèle aux travaux énumérés ci-dessus, des travaux au niveau du génie civil de l'ouvrage vont être réalisés. La durée prévisionnelle de ces travaux est de 6 mois y compris avec la période de préparation. Et comprend les travaux suivants :

Travaux de réfection de l'intérieur de la cabine culée rive droite :

Travaux de réfection de la protection de berge en rive droite

1.3 Objet du marché

Les prestations objet du présent marché concernent une mission de contrôle technique des notes de calcul, documents d'exécution, documents méthodes, examen sur chantier et avis sur les ouvrages dans le cadre de la rénovation du barrage navigable de Port-Mort situé dans l'Eure (27). Le contenu détaillé de la mission est décrit dans le présent cahier des clauses administratives et techniques particulières. Il s'agit d'une mission de contrôle technique en phase réalisation, conformément au décret n° 99-443 du 28 mai 1999 relatif au cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de contrôle technique.

Les prestations seront exécutées dans les locaux du maître d'ouvrage et du conducteur d'opération, dans les ateliers et les usines des entreprises (y compris hors France métropolitaine), dans les locaux du maître d'œuvre, ou sur le site du chantier entre les communes de Port-Mort et de Gaillon dans le département de l'Eure (27).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

S'agissant de la rénovation du barrage navigable de Port-Mort, la mission de contrôleur technique en phase étude DIA, AVP, PRO a été conduite par :

SECO FRANCE
130 Boulevard de la Liberté
59 000 LILLE

CCATP : Marché de contrôle technique concernant les travaux de rénovation du barrage navigable de Port-Mort dans l'Eure (27).

Comme décrit dans le 1.2 du CCATP, la prestation du titulaire en tant que contrôleur technique commencera en partie A qui correspond à la passation des marchés travaux des lots du système de bardage du barrage et du génie civil.

La description des prestations et leurs spécifications techniques est indiquée dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCATP).

1.4 Tranches

Le présent marché ne comporte pas de tranches.

1.5 Représentation du pouvoir adjudicateur

Le représentant du pouvoir adjudicateur est la cheffe de l'Unité opérationnelle de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage.

La conduite d'opération est assurée par : Unité Études et Grands Travaux n°2.

1.6 Les intervenants

1.6.1 Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par l'Unité Opérationnelle d'Études et Grands Travaux n°2.

1.6.2 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre de l'opération de rénovation du barrage pour les parties A, B et C est assurée par :

Groupement ISM / SAFEGE / ATELIERS 234
ZA de Lanserre – 11 rue de la Fuye
49610 Juigne sur Loire

SAFEGE
Parce de l'Île / 15-25 rue du port,
92022 Nanterre CEDEX

ATELIERS 234
234 Rue de Faubourg Saint Antoine
75012 PARIS

La mission du Groupement de Maîtrise d'Œuvre comprend :

- **DIA** : Études diagnostique,
- **AVP** : Études d'avant-Projet,
- **PRO** : Études de Projet des ouvrages,
- **ACT** : Assistance au Maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux,
- **VISA** : Examen de la conformité au projet et visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs,
- **DET** : Direction de l'exécution des travaux,
- **AOR** : Assistance au Maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement.

1.6.3 Contrôles extérieurs

Les travaux de rénovation du barrage de Port-Mort (27) seront soumis aux contrôle extérieur suivants, en sus des contrôles prévus au présent marché :

- contrôle réglementaire « appareil de levage » : conformément à l'Arrêté du 1 mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage.
- contrôle d'exaction (soudures des structures, protections anticorrosion, tolérances de fabrication des mécanismes)
- contrôle géotechnique mission G4 de la norme NF P 94-500 de novembre 2013

Ces prestataires sont en cours de recrutement.

1.6.4 Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

La mission de coordination en matière de SPS en phase de réalisation sera assurée par la société Socotec via le marché à bons de commande passé avec la Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage de Voies Navigables de France. Elle est désignée dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur SPS ».

1.6.5 Titulaire du marché travaux

Le recrutement des entreprises de travaux interviendra d'ici 2022.

1.7 Application de la réglementation du travail – Intervenants étrangers

1.7.1 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 32.1 du CCAG-PI.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D. 8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1.7.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 à 8 du Code de la Commande Publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCATP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

1.8 Assurances

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

CCATP : Marché de contrôle technique concernant les travaux de rénovation du barrage navigable de Port-Mort dans l'Eure (27).

Leurs polices doivent apporter le minimum de garantie suivant :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels : 750 000 € par sinistre et par année.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9.2 du CCAG PI, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au pouvoir adjudicateur au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du pouvoir adjudicateur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1.9 Désignation de sous-traitants

En application de l'article L. 2193-4 du Code de la Commande Publique, le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son Marché, à condition d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance, dans les formes et selon les modalités prévues dans cet article.

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial. Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 à 8 du Code de la Commande Publique, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1.8. ci-dessus.

Si cette demande est effectuée après la signature du marché, son acceptation est constatée par un acte spécial comportant l'ensemble des renseignements prévus à l'article R.2193-1 du Code de la Commande Publique.

Dans tous les cas, le titulaire doit remettre au représentant du pouvoir adjudicateur la déclaration de chaque sous-traitant attestant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles R.2143-3 et R.2143-6 à 9 du Code de la commande publique.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

A - Pièces particulières :

1. l'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
2. le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) et ses annexes, valant Cahier des Clauses Administratives Particulières et Cahier des Clauses Techniques Particulières au sens de l'article R.2112-2 du code de la commande publique, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
3. la décomposition du prix global et forfaitaire ;
4. l'offre du titulaire.

B - Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 5.2 du présent CCATP.

- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (CCAG PI) approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles ;
- le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de contrôle technique approuvé par le décret n°99-443 du 28 mai 1999 ;
- l'article L 111-23 et suivant du code de la Construction et de l'Habitat ;
- la norme NF P 03-100 de septembre 1995 ;
- la norme NF EN 12350.

ARTICLE 3. INTERVENTION DU CONTRÔLE TECHNIQUE

3.1 Consistance de la mission

La mission confiée au titulaire du présent marché est une mission normalisée, décrite dans le cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de contrôle technique. Elle se compose de la façon ci-après exposée.

Mission de base :

Mission L :

elle concerne la résistance et la durabilité des voiries et réseaux divers privatifs, fondations, ossatures, ouvrages assurant le clos et le couvert ainsi que des éléments d'équipement indissociables, ceux qui ne peuvent être retirés sans mettre en cause l'intégrité des ouvrages et la solidité relative aux éléments d'équipement dissociables, ceux qui peuvent être retirés sans porter atteinte aux ouvrages ci-dessus.

Mission S :

elle concerne la sécurité des personnes dans les constructions achevées. La mission consiste à prévenir les aléas qui, générateurs d'accidents corporels, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires.

Missions complémentaires :

Mission F :

elle concerne le fonctionnement des installations de l'ouvrage d'exploitation.

Mission AV : elle concerne la stabilité des constructions avoisinantes.

Mission LE relative à la solidité des existants :

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission LE sont ceux qui, découlant de la réalisation des ouvrages et éléments d'équipement neufs, sont susceptibles de compromettre, dans les constructions achevées, la solidité des parties anciennes de l'ouvrage.

Le maître de l'ouvrage fournit au contrôleur technique les renseignements et documents se rapportant aux ouvrages existants tels que constats des lieux et résultats des études de diagnostic effectuées.

Le contrôleur technique effectue un contrôle visuel se rapportant à l'objet de sa mission et limité à l'examen de l'état apparent des existants concernés par les travaux.

En l'absence de communication du résultat d'études de diagnostic, au sens de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 modifiée et des textes pris pour son application, et de l'état des lieux, le contrôleur technique ne peut prendre en compte, dans l'exercice de sa mission, que les éléments résultant de l'examen visuel de l'état apparent des existants.

3.2 Les phases d'intervention

La mission comportera les phases suivantes prévues au CCTG et dans la norme NFP 03-100 et numérotées de la façon suivante :

Étapes	Phases
DCE travaux <i>(Rénovation du système de batardage amont et génie civil)</i>	1). le rapport initial prendra en compte le projet du DCE travaux, et le rapport du PRO de SECO)
Travaux <i>(Rénovation du système de batardage amont et génie civil)</i>	2). Avis sur documents d'exécution, note de calcul et documents méthodes 3). Examen sur chantier et avis sur les ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle
Réception des travaux <i>(Rénovation du système de batardage amont et génie civil)</i>	4). Rapport final de contrôle technique avant la réception 5). Avis sur travaux de parachèvement pendant la garantie de parfaite achèvement

Il est entendu que les phases 2 et 3 pourront selon l'avancée des études d'exécution par l'entreprise ou le groupement attributaire des travaux, être en partie réalisées en parallèle.

Le terme « phase » désigne une « partie technique » au sens de l'article 20 du CCAG-PI.

Les phases sont notifiées par ordre de service du RPA au titulaire.

Conformément à l'article 20 du CCAG-PI, le RPA se réserve le droit, au terme de chaque phase, des a propres initiatives, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations, dès lors que les deux conditions suivantes sont remplies :

- les documents particuliers du marché prévoient expressément cette possibilité ;
- chacune de ces parties techniques est clairement identifiée et assortie d'un montant.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

CCATP : Marché de contrôle technique concernant les travaux de rénovation du barrage navigable de Port-Mort dans l'Eure (27).

3.3 Durée du marché

Les interventions du titulaire démarrent à la notification du présent marché et prennent fin à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement des travaux, ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans ce cas l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

3.4 Achèvement de la mission

La fin de mission du présent marché est spécifiée à l'article 4 de l'acte d'engagement.

ARTICLE 4. CONDITIONS D'EXÉCUTION DE LA MISSION

4.1 Conditions générales d'exécution

Le titulaire du présent marché interviendra dans les conditions fixées par le présent marché et par le cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de contrôle technique. En tout état de cause, il participe à toutes les réunions, en particulier de chantier, nécessaires à la bonne exécution de sa mission ou auxquelles le Maître d'ouvrage ou le Maître d'œuvre juge sa présence nécessaire. Par ailleurs, le titulaire effectuera des visites de chantier inopinées pour lesquelles il rédigera systématiquement un compte-rendu de passage.

En plus des prescriptions particulières liées à chaque élément de mission détaillé ci-après, les conditions suivantes devront être respectées par le titulaire:

- si le titulaire n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, **il est tenu de le signaler** dans les plus brefs délais au conducteur d'opération. L'absence non signalée de documents ne pourra être évoquée comme **justification d'un retard** dans le remise des avis prévus au titre de la mission de contrôle technique;
- le titulaire peut être amené à s'assurer que la qualité des matériaux et produits utilisés dans la construction est appropriée au projet. Dans ce but, il devra notamment signaler sans délai au conducteur d'opération les essais ou épreuves qu'il estime nécessaires ;
- les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le Responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet ;
- le contrôleur technique adresse directement une copie de ses avis aux responsables des entreprises concernées et au maître d'œuvre. L'original est adressé au conducteur d'opération ;
- **chaque mois, le contrôleur technique remettra au conducteur d'opération un tableau de suivi relatif aux documents examinés dans le mois et aux examens sur chantier des ouvrages réalisés (y compris visites inopinées).** Ce tableau comportera la référence de chaque document ou visite, leur date de réception, ou la date de la visite, la date d'émission de l'avis ou du compte rendu correspondant et son statut de validation.
- Les relations avec les services travaux des entreprises se font exclusivement en présence du maître d'œuvre au cours des réunions de chantier, sauf dans le cas des visites inopinées.

4.2 Responsable technique du contrôle

Le titulaire désigne dans l'AE le responsable technique de la mission qualifié pour signer les avis et documents.

CCATP : Marché de contrôle technique concernant les travaux de rénovation du barrage navigable de Port-Mort dans l'Eure (27).

Tout changement de ce responsable sera soumis à l'agrément préalable du RPA.

Cet agrément se fera par décision du RPA, suite à une demande formelle du titulaire. Les documents joints à cette demande comprendront toutes les pièces permettant d'appréhender les compétences de la personne proposée par le titulaire (CV, attestations de compétences, références).

4.3 Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont fixés à l'article 4.1 de l'acte d'engagement.

4.4 Phase 1: Prise de connaissance et analyse des pièces techniques du marché de travaux

Les prestations comprennent :

- la prise de connaissance et l'analyse des pièces techniques du marché de travaux, selon les missions de contrôle technique définies à l'article 3.1 du présent document ;
- les déplacements et réunions nécessaires par le contrôleur, dont notamment au moins les réunions de coordinations suivantes avant l'établissement de son rapport d'analyse à fournir au maître d'ouvrage : une réunion avec le maître d'œuvre et une réunion avec l'entreprise et le maître d'œuvre ;
- la rédaction d'un rapport d'analyse définitif.

4.5 Phase 2 : Avis sur documents d'exécution, notes de calcul et documents méthodes

4.5.1 Généralités

Les documents d'exécution, notes de calculs et documents méthodes jusqu'au récolement seront établis par les entreprises titulaires du marché de travaux et leurs sous-traitants. Ils seront soumis au visa du maître d'œuvre et à l'avis du responsable technique. Les avis du responsable technique seront insérés dans les visas du maître d'œuvre.

Les prestations comprennent :

- Le contrôle des études d'exécution : contrôle de l'ensemble des documents d'exécution (plans et notes de calcul) ;
- Le contrôle des documents méthodes aura pour objet de contrôler la cohérence des plans méthodes avec les notes de calcul et les études d'exécution. Les documents méthodes n'ayant pas d'incidence sur les ouvrages définitifs sont également à contrôler (fondation de grue, réalisation du batardeau et bétonnage...) ;
- Le contrôle de la stabilité des ouvrages avoisinants (la berge rive droite existante, les bajoyers rive droite et rive gauche de la grande écluse, le local d'exploitation existant...)

A titre indicatif, les documents à contrôler sont listés ci-après :

- implantations (implantation générale, fondations, nivellements...) ;
- notes de calcul des ouvrages définitifs (hypothèses de calcul, modélisation des ouvrages, vannes et équipements, descentes de charges, sous pressions, détermination des sollicitations au niveau des vannes et équipements...) ;

CCATP : Marché de contrôle technique concernant les travaux de rénovation du barrage navigable de Port-Mort dans l'Eure (27).

- fondations, appuis et voiles bétons : dimensionnement du système de fondation par cloutage du radier (en service et pendant la phase d'exécution), y compris effets parasites éventuels (frottements négatifs, ...), dimensionnement du radier, dimensionnement des voiles verticaux de la passe à poissons, stabilité de l'ouvrage en phase provisoire et définitive ;
- plans – ouvrages définitifs : données géométriques, coffrages (dimensionnement géométrique selon implantation), plans des vannes et équipements, plans de ferrailage (vérification de l'adéquation entre les sections résistantes et les efforts à reprendre, vérification des dispositions constructives vis à vis des règles de l'art et des méthodes de construction prévues, vérification de la nomenclature des aciers (géométrie,...) ;
- notes de calcul des ouvrages en cours d'exécution et ouvrages provisoires, y compris les ouvrages indépendants des ouvrages définitifs (notamment batardeau et épuisement de celui-ci, grue à tour...) : hypothèses de calcul, modélisation des ouvrages, descentes et remontées de charge, efforts horizontaux et verticaux, dimensionnement généraux (y compris fondations éventuelles) des ouvrages provisoires, dimensionnement des soutènements provisoires (butonnage notamment), cohérence des méthodes développées par l'entreprise pour réaliser ou mettre en place l'ouvrage avec le dimensionnement de celui-ci, notamment en ce qui concerne les actions sur la structure des ouvrages provisoires ou des accessoires ;
- notes de calcul et méthodes pour assurer la stabilité des ouvrages avoisinants (la berge rive droite existante, les bajoyers rive droite et rive gauche de la grande écluse, le local d'exploitation existant...) ;
- fiches de modifications et fiches de non-conformités établies par l'entrepreneur.

Pendant toute la durée de la période de préparation, le titulaire participera aux réunions nécessaire au quel il sera convié avec le maître d'œuvre et l'entreprise (jusqu'à 20 réunions).

Le titulaire du marché adressera ses avis au maître d'œuvre, au maître d'ouvrage et aux entreprises concernées par voie électronique dans les délais prévus à l'article 3 à l'acte d'engagement (AE).

4.5.2 Engagement du prestataire dans le cadre de sa mission

Le contrôle des études d'exécution s'étend jusqu'à l'examen des résultats des épreuves de chargement, de dimensionnement, des stabilité et des documents de gestion. Cette mission se poursuivra pendant les travaux.

Le contrôle des documents méthodes s'étend sur toute la durée du marché.

D'une façon générale, le contrôle des documents d'exécution est exercé par une équipe comprenant :

- un chef de projet désigné (responsable technique de la mission qualifié pour signer les avis et documents) ;
- une équipe composée d'ingénieurs et éventuellement de techniciens et de projeteurs.

Cette équipe aura recours en tant que de besoin à des contre modèles numériques et devra à chaque fois que nécessaire recalculer partiellement ou en totalité les notes de calcul, notamment pour l'ensemble des documents présentant une sensibilité particulière pour le bon fonctionnement de l'ouvrage et la stabilité des avoisinants (document d'exécution de mise en place des palplanche, terrassement, démolition du mur du perré...). Il est attendu du titulaire d'avoir une analyse critique des méthodes et outils de calcul utilisés par l'entreprise travaux.

Le titulaire devra notamment s'assurer dans le cadre de sa mission de la bonne application des documents du CCTG, des normes en vigueur et des règles de l'art.

4.5.3 Organisation des contrôles

- **Rôle du responsable technique** : le contrôleur technique examine les documents et émet un avis sous forme d'une note d'observation numérotée, adressée au maître d'œuvre. Le titulaire signale sans délai à tous les intervenants potentiels tout manquement aux règles de sécurité qui apparaîtrait dans les documents méthodes ;
- **Rôle du maître d'œuvre** : Le maître d'œuvre intègre dans son visa l'avis du responsable technique et le transmet au titulaire des travaux. Il demeure le seul détenteur de la mission VISA ;
- **Planification du contrôle** : la planification du contrôle sera liée à la planification des études d'exécution. Le cas échéant, le responsable technique fera connaître au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage l'incohérence de succession des parties d'études qui rendrait tout contrôle pertinent et utile impossible.

4.6 Phase 3 : Examen sur chantier et avis sur les ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle

Dans le cadre de cette phase de mission, le titulaire procédera autant que nécessaire à des visites de chantier inopinées ou programmées. Chacune de ces visites fera l'objet d'un compte-rendu de passage, diffusé au conducteur d'opération, au maître d'œuvre et aux entreprises concernées, et faisant état de ses observations, dans les délais prévus dans l'article 4 de l'AE.

La présence du titulaire aux réunions hebdomadaires de chantier est exigée sur simple demande du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage à raison d'une réunion sur trois en moyenne. Elle ne se justifie pas sur l'intégralité du rendez-vous mais doit permettre de résoudre les problèmes intéressant la mission de contrôle technique objet du présent marché, et notamment la définition précise des hypothèses générales de calcul à mettre en place d'une part, et l'avancement et la qualité des documents fournis par l'entreprise d'autre part. Le nombre total de réunion de chantier auquel participera le titulaire n'excédera pas 50 réunions.

4.7 Phase 4 : Rapport final de contrôle technique avant la réception

Le rapport final sera remis 2 semaines avant la visite des opérations préalables à la réception des travaux correspondants, et au plus tard le jour de cette visite. Le responsable technique fera connaître au conducteur d'opération les entraves, occasionnés par les entreprises, à la rédaction du rapport dans le délai fixé, notamment lorsque les travaux ne sont pas achevés.

En cas de rapport final avec réserves et faisant obstacle à la réception, le responsable technique sera chargé du suivi de ces réserves en lien avec le maître d'œuvre et les entreprises concernées et de l'établissement d'un nouveau rapport final sans réserve. Le nouveau rapport sera délivré au représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai d'une semaine à compter du constat de la levée des réserves.

Un rapport final ne pourra faire état de réserves par un renvoi à un rapport précédent : chaque réserve devra figurer in extenso dans le rapport final.

CCATP : Marché de contrôle technique concernant les travaux de rénovation du barrage navigable de Port-Mort dans l'Eure (27).

4.8 Phase 5 : Garantie de parfait achèvement

Le contrôleur technique remet, dans un délai de 2 semaines suivant chaque visite sur site ou réunion effectuée à la demande du maître d'ouvrage, son avis concernant les ouvrages ayant fait l'objet de travaux durant la période de garantie de parfait achèvement. La date de la visite sera fixée avec le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre dans un délai de 2 semaines après signalement du vice par le maître d'ouvrage.

Le titulaire apportera son assistance au maître d'ouvrage pour la prise en compte des avis qu'il aura formulés.

Un nombre minimum de 5 interventions doit être prévu par le titulaire.

4.9 Pénalités

4.9.1 Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG le titulaire subit, en cas retard dans l'achèvement de ses prestations, les pénalités forfaitaires et/ou journalières suivantes :

Prestations	Délais d'exécution	Point de départ du délai	Pénalités (par jour calendaire de retard)
Remise du rapport initial sur la base du PRO	20 jours ouvrés	Mise à disposition des documents par l'entreprise	100 €
Avis sur le DCE	10 jours ouvrés	Mise à disposition des documents du DCE	100 €
Remise du rapport initial	5 jours ouvrés	Mise à disposition des documents du DCE et de l'offre de l'entreprise retenue	100,00 €
Avis sur documents d'exécution	5 jours ouvrés	Mise à disposition des documents par l'entreprise	100 €
Avis sur documents techniques autres que d'exécution	5 jours ouvrés	Mise à disposition des documents par l'entreprise	100 €
Avis d'examen sur chantier et avis sur ouvrages	5 jours ouvrés	Passage sur site	100 €
Remise d'un rapport final	2 semaines à compter de la demande expresse du maître de l'ouvrage ou 2 semaines avant la visite des OPR, si cette date est postérieure		500,00 €
En cas de réception avec réserve, remise du rapport final amendé après levée des réserves	1 semaine	Constat de la levée des réserves effectuée avec l'entreprise travaux et le maître d'œuvre	100 €
Rapport de contrôle des ouvrages ayant fait l'objet de travaux en période de GPA	2 semaines	Visite sur site ou réunion effectuée à la demande du maître d'ouvrage	100 €

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG, les pénalités de retard sont appliquées quels que soient leurs montants.

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG, les pénalités ne sont pas affectés par la clause de variation des prix du marché.

4.9.2 Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

Elles ne seront pas plafonnées et seront appliquées quel que soit leur montant. Enfin, elles ne seront pas affectées par la clause de variation des prix du marché.

Les pénalités sont toutes cumulables. Le montant des pénalités sera retenu sur les sommes dues à l'entrepreneur.

4.9.2.1 Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs

En cas de non-respect par le titulaire des prescriptions de l'ARTICLE 8 du présent marché, une pénalité journalière de 250 €/ jour ouvré est appliquée, après constatation par le chef de l'entreprise utilisatrice ou son représentant habilité et sans mise en demeure préalable, tant que le titulaire ne remplit pas ses obligations.

4.9.2.2 Pénalité relative aux réunions

En cas d'absence constatée aux réunions (réunions de chantier, de travail avec le maître d'ouvrage...) auxquelles il aura été expressément convoqué par le maître d'ouvrage, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 300 € par fait générateur.

4.9.2.3 Pénalité relative au responsable technique de la mission

L'absence de désignation du responsable technique, ou le changement de ce responsable ne respectant pas les dispositions de l'article 4.3 du présent cahier des charges, engendre une pénalité forfaitaire de 250 € par fait générateur.

ARTICLE 5. RÉMUNÉRATION - MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Les prestations du titulaire seront rémunérées par application d'un prix global et forfaitaire dont la décomposition par phase figure dans la décomposition du prix global et forfaitaire basé sur les conditions économiques du mois zéro visé dans l'Acte d'Engagement.

Le titulaire s'engage à n'accepter aucune rétribution de la part d'un tiers au titre de la mission qui lui est confiée dans le présent marché.

5.1 Contenu des prix - Règlement des comptes

5.1.1 Contenu des prix

Les stipulations du CCAG-PI sont seules applicables.

5.1.2 Forme des prix

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par des prix forfaitaires dont le libellé est donné dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

5.1.3 Avance

Une avance de 5% pourra être accordée dans les conditions définies par le R.2191-3 du Code de la Commande Publique.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 5 % du montant initial TTC du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 5 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée. Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 10 %.

5.1.4 Modalités générales de règlement des comptes

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG PI.

En application de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, les factures ont l'obligation d'être transmises sous forme dématérialisée et déposer sur le portail de facturation sécurisé « Chorus Pro » à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'utilisation du portail Chorus Pro est exclusif de tout autre mode de transmission. Dans ces conditions, les factures déposées en dehors de ce portail seront rejetées.

Le montant de chaque acompte sera déterminé par le représentant du pouvoir adjudicateur sur la base de l'état d'acompte produit par le titulaire.

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes et du solde est la date de réception du projet de décompte par le RPA.

Le taux des intérêts moratoires est celui fixé à l'article 5 du décret 2002-232 du 21 février 2002 relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les Marchés publics.

Un forfait supplémentaire de 40€ sera payé au créancier en cas de retard de paiement, conformément au décret n°2012-1115 du 2 octobre 2012 fixant le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dans les transactions commerciales

5.1.5 Rythme des règlements

Les acomptes seront versés de la manière suivante :

Phase 1 – Prise de connaissance et analyse des documents de consultation des entreprises

Le paiement au forfait de cette prestation se fera à la remise du rapport définitif d'analyse validé par la maîtrise d'ouvrage.

Phase 2 – Avis sur documents d'exécution, notes de calcul et documents méthodes

La périodicité des acomptes sera mensuelle, bimestrielle ou trimestrielle (à l'appréciation du titulaire). Le montant de chaque acompte sera déterminé par le RPA en considérant l'avancement des travaux de l'entrepreneur et sur la base d'un projet de décompte produit par le titulaire.

Phase 3 – Examen sur chantier et avis sur les ouvrages et équipements soumis au contrôle

CCATP : Marché de contrôle technique concernant les travaux de rénovation du barrage navigable de Port-Mort dans l'Eure (27).

La périodicité des acomptes sera mensuelle, bimestrielle ou trimestrielle (à l'appréciation du titulaire). Le montant de chaque acompte sera déterminé par le RPA en considérant l'avancement des travaux de l'entrepreneur et sur la base d'un projet de décompte produit par le contrôleur technique.

Phase 4 – Rapport final de contrôle technique avant la réception

Si pas de réserve, 100 % de la phase 3 après décision du RPA de réception des ouvrages ;

Ou, si réserves :

- 75 % de la phase 3 à la remise du premier rapport final contenant les réserves ;
- 25 % de la phase 3 à la remise du dernier rapport final levant toutes les réserves.

Phase 5 – Garantie de parfait achèvement

Le phase 5 fera l'objet d'un unique versement dans le cadre du solde du marché.

5.2 Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG, la variation des prix ne s'applique pas aux pénalités. Elle ne s'applique pas non plus aux éventuelles indemnités accordées au titulaire en cours de marché.

5.2.1 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché seront rémunérés par application d'un prix global et forfaitaire basé sur les conditions économiques du mois zéro visé en page de garde de l'acte d'engagement

5.2.2 Choix de l'index de référence

L'index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du **présent marché** est :

ING : Ingénierie

5.2.3 Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 * (I_{n-6} / I_{0-6})$$

avec : I_{0-6} = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois d'établissement des prix moins 6 mois ;

I_{n-6} = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois de réalisation des prestations moins 6 mois.

Les coefficients d'actualisation et de révision sont arrondis au millième supérieur.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

CCATP : Marché de contrôle technique concernant les travaux de rénovation du barrage navigable de Port-Mort dans l'Eure (27).

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

5.3 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de l'autoliquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

5.4 Paiement direct des sous-traitants

Le titulaire peut sous-traiter certaines parties de son marché à des personnes ou organismes agréés pour exécuter des missions de contrôle technique. Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités de l'article R.2192-13 et R.2192-14 complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;

Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 6. RÉGIME DE GARANTIE

Il n'est prévu ni cautionnement, ni retenue de garantie au titre du présent marché.

ARTICLE 7. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Il est fait application de **l'option A de l'article 25 du CCAG « Prestations Intellectuelles » (PI).**
CCATP : Marché de contrôle technique concernant les travaux de rénovation du barrage navigable de Port-Mort dans l'Eure (27).

ARTICLE 8. PRESCRIPTIONS D'HYGIENE ET SECURITE

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment, en période de chantier, les équipements de protection individuelle.

ARTICLE 9. ARRÊT DES PRESTATIONS

9.1 Arrêt de l'exécution des prestations

Conformément à l'article 20 du CCAG PI, le pouvoir adjudicateur pourra décider de mettre fin à l'exécution des prestations à l'issue de chacune des phases de la mission comme décrites à l'article 3.2 du présent CCATP.

9.2 Résiliation

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG PI s'appliquent.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 32 du CCAG PI, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 et R.2143-6 à 9 du code de la Commande Publique peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 32.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision du pouvoir adjudicateur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant du pouvoir adjudicateur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 32.1 h) du CCAG.

ARTICLE 10. ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité obligatoire en application de l'article L.241.1 du code des assurances et d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du code civil.

Le titulaire devra fournir une attestation de son assurance justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la mission. Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existant n'est pas considérée comme suffisante par le Maître de l'Ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

Il devra fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire du présent marché.

ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCATP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

Dérogation au CCAG-PI :

CCATP 1-8	déroge à l'article	9.2 du CCAG-PI
CCATP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG-PI
CCATP 4-9	déroge à l'article	14.1, 14.2 et 14.3 du CCAG-PI
CCATP 5-2	déroge à l'article	14.2 du CCAG-PI
CCATP 9-2	déroge à l'article	32.2 du CCAG-PI